

COMPTE-RENDU
CONSEIL MUNICIPAL DU 17 MARS 2021
DE LA COMMUNE DE CIGOGNÉ

L'an deux mil vingt-et-un, le dix-sept mars à vingt heures, le conseil municipal dûment convoqué le douze mars l'an deux mil vingt-et-un, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur LOUAULT Vincent, Maire.

Présents : Mmes **BONLIEU-FORTIER Sophie-Anne, LATOUR Anita, MOULOINGUI BIGNEGNIE Persis** et M.M. **ARES Pascal, CHRISTOPHE Jérémy, DE SMET Jean-Jacques, DORSEMAINE Alain, THIBAUT Charly.**

Procurations : Mme. **BISTER Lidwine** donne procuration à M. **CHRISTOPHE Jérémy**,
Mme. **DENONIN Marie-Pierre** donne procuration à Mme. **BONLIEU-FORTIER Sophie-Anne.**

Excusées : Mmes **BISTER Lidwine, DENONIN Marie-Pierre.**

M. CHRISTOPHE Jérémy a été désigné secrétaire de séance.

Nombre de conseillers en exercice	Nombre de conseillers présents	Nombre de votants
11	9	11

Le quorum étant atteint, Monsieur **CHRISTOPHE Jérémy** est nommé secrétaire de séance.

Lecture des comptes rendus de la séance du 24 février 2021 et approbation à l'unanimité des présents.

Délibération n°2021-03-07. Finances Locales – Décisions budgétaires – Vote du Compte de Gestion 2020.

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et que le Conseil Municipal ne peut valablement délibérer sur le compte administratif du Maire sans disposer de l'état de situation de l'exercice clos dressé par le receveur municipal.

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2020, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2020, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

- ↳ **Statuant** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- ↳ **Statuant** sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
- ↳ **Statuant** sur la comptabilité des valeurs inactives,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

APPROUVE le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2020 par le Trésorier du SGC de Loches. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

Délibération n°2021-03-08 : Finances Locales– Décisions budgétaires – Vote du Compte Administratif 2020.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu présenter le compte administratif 2020 dont les dépenses et recettes s'élèvent à :

1) **En section de fonctionnement**

Dépenses 2020	- 241 586,59 €
Recettes 2020	+ 334 842,91€
Excédent 2020	+ 93 256,32 €
Excédent reporté N-1 2019	+ 157 393,55 €
Part affecté à l'investissement N-1 2019	- 44 071,74 €
Transfert déficit eau/assai 2019	- 379,74 €
Résultat de Clôture (Excédent 2020)	+ 206 198,39 €

2) **En section d'investissement**

Dépenses 2020	- 206 534,58 €
Recettes 2020	+ 321 196,45 €
Excédent 2020	+ 114 661,87 €
Excédent reporté N-1 2019	+ 162 888,37 €
Transfert déficit eau/assai 2019	- 5061,86
Résultat de Clôture (Excédent 2020)	+ 272 488,38 €

3) **Restes à réaliser**

Dépenses d'investissement (Restes à réaliser)	417 849,26 €
Recettes d'investissement	167 526,00 €

Hors de la présence de Monsieur Vincent LOUAULT, Maire et après avoir nommé Madame Sophie-Anne BONLIEU-FORTIER, 1^{ère} adjointe au maire pour procéder au vote du compte administratif,

APPROUVE à l'unanimité, le Compte Administratif 2020.

Délibération n°2021-03-09 : Finances Locales – Décisions budgétaires – Affectation des résultats 2020.

Après avoir adopté le compte administratif de l'exercice 2020 dont les résultats sont conformes au compte de gestion de l'exercice 2020.

STATUANT sur la répartition du résultat d'exploitation de l'exercice 2020 se décomposant comme suit :

↳ **Section de Fonctionnement**

Résultat de l'exercice 2020 qui est égal au compte 12 « résultat de l'exercice » figurant au compte de gestion A	93 256,32 €
Report à nouveau N-1 (solde créditeur « 110 » ou débiteur « 119 » du compte de gestion) B	157 393,55 €
Part affecté à l'investissement N-1 2019 C	- 44 071,74
Résultat de l'exercice Déficit Eau/Assainissement 2019 D	-379,74
Résultat de fonctionnement cumulé Excédent au 31 décembre 2020 D = A+B-C-D	206 198,39 €

↳ **Section d'Investissement**

Résultat de l'exercice 2020 E		114 661,87 €
Report à nouveau N-1 F		162 888,37 €
Résultat de l'exercice Déficit Eau/Assainissement 2019 G		-5061,86
Résultat d'investissement cumulé au 31 décembre 2020 H = E +F-G		272 488,38 €
Restes à réaliser en Investissement	Dépenses	417 849,26 €
	Recettes	167 526,00 €
Soldes RAR I		-250 323,26 €
Résultat d'investissement cumulé Excédent au 31 décembre 2020 en déduction du solde des restes à réalisés J = H - I		+ 22 165,12 €

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal,

DÉCIDE d'affecter au budget pour 2021, le résultat de fonctionnement de l'exercice 2020 de la façon suivante :

Couverture du besoin de financement de la section d'investissement en votant au compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés » la somme de :	0,00 €
Solde résultat d'investissement reporté au 001 « excédent d'investissement »	272 488,38 €
Solde résultat de fonctionnement reporté au 002 « excédent de fonctionnement »	206 198,39 €

Délibération n02021-03-10 : Finances Locales – Fiscalité – Vote des Taxes Locales Directes 2021.

Monsieur Le Maire expose,

Conformément à la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, le Conseil Municipal fixe chaque année les taux de la fiscalité directe locale dont le produit revient à la commune.

La loi de finances pour 2020 a acté la suppression intégrale de la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Depuis 2020, 80 % des foyers fiscaux ne payent plus la taxe d'habitation sur leur résidence principale. Pour les 20 % de ménages restant, l'allègement sera de 30 % en 2021 puis de 65 % en 2022.

En 2023, plus aucun ménage ne paiera de taxe d'habitation au titre de sa résidence principale.

La taxe d'habitation demeure cependant pour les résidences secondaires et pour la taxe d'habitation sur les locaux vacants si délibération de la commune pour cette dernière. Le taux de taxe d'habitation est dorénavant figé au taux voté au titre de l'année 2019. La commune retrouvera la possibilité de moduler les taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les logements vacants à partir de 2023.

Cette disparition du produit fiscal de la taxe d'habitation sur les résidences principales sera compensée pour les communes par **le transfert de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties perçue sur leur territoire.**

Chaque commune se verra donc transférer le taux départemental de TFB (16,48 % pour notre territoire) qui viendra s'additionner au taux communal TFB 2020. La somme de ces deux taux constituera le taux de référence, point de départ pour les délibérations de vote des taux 2021 pour les communes.

Un retraitement des bases locatives sera opéré par les services fiscaux lorsqu'elles s'avéreront différentes entre la commune et l'ancienne base du département afin de ne pas faire varier l'avis d'imposition payé par le redevable.

Commune par commune, les montants de taxe d'habitation ne coïncident pas forcément avec les montants de taxe foncière bâtie transférés. Afin de corriger ces inégalités, **un coefficient correcteur** sera calculé pour compenser l'éventuelle perte de ressources, ou à contrario, neutraliser la recette supplémentaire. Ce coefficient

correcteur, présent sur l'état 1259 de 2021, s'appliquera sur les bases de foncier bâti pour assurer un produit équivalent à celui de l'ancienne TH.

A partir de 2021, le Conseil Municipal doit donc se prononcer uniquement sur la variation des taux des taxes foncières bâties et non bâties.

Il est proposé au Conseil Municipal de fixer les taux de fiscalité 2021 en s'aidant de l'exemple suivant :

TAXES MÉNAGES	2020	2021
Taxe d'habitation* : gel du taux sans modulation possible	16,33 %	16,33 % (pas de vote)
Taxe foncière communale sur les propriétés bâties (modulable) : Vote du taux à partir du taux de référence déterminé ci-dessous	23,48 %	Taux xx,xx % (à voter)
Taxe foncière départementale sur les propriétés bâties	16,48 %	
Nouveau taux communal de référence pour 2021, issu de la fusion des taux de foncier bâti (de la commune + du département)		39,96% (=23,48 % + 16,48 %)
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	48,71%	48,71%

**Pas de vote de ce taux. Il est rappelé pour information (la Taxe d'habitation concerne encore les résidences secondaires, les locaux vacants et les locaux concernés par la fin de la réforme TH jusqu'en 2023).*

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal,

- Fixe le taux de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties pour l'exercice 2021 à **39,96 %**
- Fixe le taux de Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties pour l'exercice 2021 à **48,71%**

Délibération n°2021-03-11 : Finances Locales – Vote du Budget Communal 2021.

Monsieur le Maire présente aux conseillers municipaux le projet de budget communal pour l'exercice 2021. Ce projet a été examiné par la commission des Finances le 10 mars 2021.

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur le budget unique pour l'exercice 2021.

Après avoir pris connaissance des chiffres du budget communal de l'exercice 2021 dont les dépenses et les recettes s'élèvent à :

1) <u>En section de fonctionnement</u> :	472 900,39 €
2) <u>En section d'investissement</u> :	625 888,08 €
↗ soit un total de dépenses (Fonctionnement + Investissement)	1.098 788,47 €
↘ soit un total de recettes (Fonctionnement + Investissement)	1.098 788,47 €

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

APPROUVE le Budget Communal de l'exercice 2021.

Délibération n°2021-03-12 : Cimetière : Création d'un ossuaire.

Monsieur le Maire expose,

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2223-4 prévoyant qu'un arrêté du Maire affecte à perpétuité, dans le cimetière communal, un ossuaire pour y déposer les restes des personnes inhumées dans les terrains non concédés, après expiration du délai de rotation de cinq ans, ainsi que les restes des corps inhumés dans les concessions (concessions temporaires) dont les durées sont expirées et qui n'ont pas été renouvelées ou qui ont été reprises après constat d'abandon (concessions perpétuelles).

L'ossuaire accueille également les urnes des sépultures non renouvelées.

Dans le cimetière de Cigogné, il existe un emplacement situé au Carré 2 n°31 qui pourrait être affecté à perpétuité pour y recevoir les restes mortels exhumés.

Les restes mortels y seront déposés après avoir été préalablement réunis dans des reliquaires ou sacs à ossements. Ce dépôt définitif s'effectuera avec le respect et la dignité qu'impose la manipulation de corps exhumés et dans les normes d'hygiène et de sécurité imposées par la loi.

Un registre des noms des personnes dont les corps ont été déposés à l'ossuaire, même si aucun reste mortel n'a été trouvé, sera tenu par le personnel qualifié de la Mairie.

D'autre part, les familles qui souhaiteraient se recueillir ou honorer leurs défunts, pourront déposer devant l'ossuaire des plaques gravées au nom des personnes dont les restes y ont été déposés, ainsi que des fleurs, gerbes, ou pots fleuris, sans que la Commune puisse être tenue responsable en cas de vol ou de dégradation. Afin de respecter la décence des lieux, les services techniques pourront procéder à l'enlèvement des fleurs ou pots fanés.

Vu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide :

- De créer un ossuaire à l'emplacement Carré 2 Tombe N°31,
- Donne à Monsieur le Maire le pouvoir de signer l'arrêté créant cet ossuaire.

Délibération n°2021-03-13 : Cimetière : Adoption du Règlement Intérieur.

Monsieur le Maire propose,

A la suite de la procédure de reprises de concessions en état d'abandon et face à la diversité des questions posées par les concessionnaires, il était nécessaire d'adopter un règlement du cimetière.

De ce fait, les membres du conseil municipal se sont réunis le 10 mars 2021 pour travailler sur un projet de règlement afin d'assurer une mise en œuvre rapide.

Après relecture, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité, le projet de règlement ci-après.

Par ailleurs, il décide que le règlement sera affiché dans l'enceinte du cimetière et porté à la connaissance des principales entreprises intéressées et nouveaux concessionnaires.

REGLEMENT MUNICIPAL DU CIMETIERE COMMUNAL DE CIGOGNÉ

Vu la loi n°20084350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire,

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2213-7 et suivants confiant au Maire la police des funérailles et des lieux de sépulture ainsi que les articles L.2223-1 et suivants relatifs aux cimetières et opérations funéraires,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles R.2223—1 et suivants relatifs à la réglementation des cimetières, sites cinéraires et opérations funéraires,

Vu le Code pénal et notamment les articles 225-17 et 225-18 relatifs au respect dû aux défunts ainsi que l'article R.610-5 relatif au non-respect d'un règlement,

Vu le Code civil et notamment les articles 78 et suivants relatifs aux actes de décès,

Vu la ou les délibération(s) du Conseil Municipal en vigueur ayant fixé les catégories de concessions et les tarifs, Considérant qu'il est indispensable de prescrire toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et de la décence dans le cimetière.

ARTICLE 1 : MESURES D'ORDRE GÉNÉRAL

1-1 Fonctionnement

La commune ne possède ni conservateur, ni fossoyeur, ni gardien.

Les plans et registres concernant le cimetière ainsi que les sépultures sont tenus et conservés en Mairie pour y être consultés, obtenir les renseignements et autorisations nécessaires.

La commune se charge de l'entretien du mur d'enceinte, des parties communes, des espaces inter-tombes et allées.

Le Maire ou son représentant assiste, en tant que de besoin, aux exhumations et aux autres opérations funéraires. Il est chargé, de manière générale, de la police du cimetière.

1-2 Accès

Le cimetière est **ouvert au public en permanence**.

Les portes doivent être impérativement fermées après chaque usage, afin d'éviter toute divagation d'animaux dans l'enceinte du cimetière.

Les animaux, même tenus en laisse, n'y sont pas admis.

Tout individu qui ne s'y comporterait pas avec toute la décence requise et le respect dû à la mémoire des défunts pourra être expulsé sans préjudice des poursuites de droit.

La circulation des véhicules (automobiles, remorques, motocyclettes) est interdite dans le cimetière, à l'exception :

- des fourgons funéraires,
- des véhicules des services municipaux et de police,
- des véhicules de personnes à mobilité réduite.

Dans tous les cas, les véhicules autorisés ne devront pas rouler à plus de 10 km/heure.

1-3 Interdiction de démarchage commercial

Nul ne peut soit pour autrui, soit pour son propre compte, faire une offre de service, ni se livrer à une publicité quelconque, ni placer pancartes, écriteaux ou autres signes d'annonces à l'intérieur du cimetière.

Les marchands ambulants n'y sont pas autorisés.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU DROIT À SÉPULTURE

2-1 Personnes ayant droit à une sépulture dans le cimetière :

1°) Toute personne décédée sur le territoire de la commune quel que soit son domicile.

2°) Toute personne domiciliée sur le territoire de la Commune alors même qu'elle serait décédée dans une autre commune.

3°) Toute personne ayant droit à une sépulture de famille dans le cimetière communal, quels que soient son domicile et le lieu de son décès.

4°) Aux Français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

2-2 Autorisation :

Le corps d'une personne décédée doit être mis en bière avant son inhumation ou sa crémation, dans le respect des conditions prévues aux articles R.2213-15 à R.2213-20 du CGCT.

Toute inhumation dans le cimetière, y compris celle de l'urne d'un défunt ayant fait l'objet d'une crémation, doit être préalablement autorisée par le Maire (article R.645-6 du Code pénal). Il en est de même pour le scellement d'une urne sur un monument funéraire.

La demande d'inhumation doit être formulée par la personne qui a qualité pour pourvoir aux funérailles ou son mandataire, qui doit justifier du droit du défunt à être inhumé dans le cimetière, si c'est en Terrain Commun ou, dans la concession au regard des stipulations de l'acte de concession correspondant.

En cas d'opposition d'un proche à l'inhumation du défunt, il appartient au juge judiciaire de trancher le litige.

L'opération doit être réalisée par une entreprise funéraire habilitée librement choisie par la famille et avoir lieu 24 heures au moins et 6 jours au plus après le décès, hors dimanches et jours fériés.

ARTICLE 3 : LE TERRAIN COMMUN :

Les inhumations en Terrain Commun se font à raison d'un seul défunt par fosse dans les emplacements et selon les alignements désignés par l'autorité municipale.

Les emplacements en Terrain Commun sont attribués gratuitement par la commune pour une durée de 5 ans.

Chaque fosse a 1,50 mètre à 2 mètres de profondeur sur 80 centimètres de largeur x 2 m de longueur.

Les fosses sont séparées les unes des autres par un passage de 30 cm minimum.

Il ne peut y être déposé que des signes funéraires et/ou pierres tombales dans le respect des dimensions de la parcelle attribuée et dont l'enlèvement pourra facilement être opéré au moment de la reprise de l'emplacement

par la commune.

Tout aménagement d'une fosse en Terrain Commun (pose d'une pierre tombale, entourage, stèle...) doit respecter les dispositions de l'article 6 "Travaux" du présent règlement.

A l'expiration du délai précité, le Maire peut ordonner la reprise d'un ou plusieurs emplacement(s) en Terrain Commun. L'arrêt municipal de reprise sera porté à la connaissance du public par voie d'affichage exclusivement.

Les pierres tombales ou autres signes funéraires restés en place seront retirés et détruits.

Les restes post-mortem seront recueillis et ré inhumés, avec soin et décence, dans l'ossuaire communal, ou portés à la crémation.

ARTICLE 4 : LES CONCESSIONS :

4-1 Personnes ayant droit à une concession dans le cimetière communal :

Autant que l'étendue du cimetière et le nombre de décès par an l'autorisent, il peut être concédé des terrains aux personnes qui souhaitent y fonder leur sépulture particulière et celle de leurs enfants ou successeurs.

Seules les personnes ayant droit à inhumation dans une sépulture définie à l'article 2-1 du présent règlement peuvent prétendre à une concession dans le cimetière communal.

Le Maire peut accorder, à titre exceptionnel, dans la mesure où l'espace disponible le permet, une concession à des personnes n'entrant pas dans les catégories de personnes désignées à l'article 2-1 du présent règlement mais démontrant des liens particuliers d'affection avec la commune. Dans ce cas, une demande motivée devra être formulée par écrit.

4-2 Durée(s) des concessions :

En vertu de l'article L. 2223-14 du Code général des collectivités territoriales, la commune propose des concessions d'une durée de **30 ans**.

Il subsiste des concessions perpétuelles qui ont été acquises antérieurement et dont les droits sont pérennisés.

4-3 Type de concessions :

Il existe plusieurs types de concessions :

- Concession individuelle : seule la personne désignée pourra y être inhumée,
- Concession nominative : seules les personnes énumérées dans l'acte pourront y être inhumées, à l'exclusion de toute autre,
- Concession de famille : pourront y être admis (sauf exclusion par le concessionnaire) le concessionnaire, ses ascendants, ses descendants ou ayants droits sur justification de leur qualité d'héritiers. Cette concession est indivise.

L'inhumation d'une personne non désignée dans l'acte d'origine peut être demandée **uniquement par le titulaire de la concession** et donne lieu à une modification du contrat de concession. Lorsque le titulaire est décédé, aucune modification ne peut être faite.

Les concessions sont susceptibles d'être transmises par voie de succession au décès du concessionnaire ou, selon certaines conditions, par voie de donation ou de legs mais ne peuvent être revendues.

4-4 Dimensions des terrains concédés :

Il peut être concédé des terrains d'une superficie de 2 m² soit 1m de largeur x 2 m de longueur environ.

Les concessions sont séparées les unes des autres par un passage minimum de 30 cm dans tous les sens. Ces passages appartiennent au domaine public communal.

Les inhumations en terrain concédé peuvent avoir lieu en pleine terre ou dans un caveau en sous-sol.

La concession avec caveau peut recevoir autant de corps qu'il y a de cases dans le caveau.

Lorsque la concession en pleine terre ou avec caveau arrive à saturation, de nouvelles inhumations peuvent alors y avoir lieu sous réserve de pouvoir procéder à des réunions de corps conformément à l'article 6-2 du présent règlement.

4-5 Attribution des concessions :

L'emplacement est désigné par le Maire, en fonction des disponibilités sur le terrain et de l'aménagement du site, par voie d'arrêt.

L'octroi de la concession est subordonné au règlement préalable des droits correspondants au tarif en vigueur fixé par délibération du Conseil Municipal.

Afin d'éviter tout empiètement des parties communes et emprise irrégulière du terrain concédé, tout concessionnaire est tenu de délimiter la parcelle qui lui a été attribuée, dans un délai de 6 mois, par tout moyen à sa convenance, de telle sorte que cela soit suffisamment visible et fiable (entourage en pierre, dalle, bornage...). En tout état de cause, le concessionnaire devra respecter les dispositions de l'article 5 "Travaux".

ARTICLE 5 — TRAVAUX

5-1 Nul ne peut procéder à aucune construction ou restaurer les ouvrages existants sans avoir averti préalablement la commune, au moins 48 H à l'avance. La déclaration de travaux présentée par écrit devra comporter les mentions suivantes :

- la localisation précise de l'emplacement,

- les coordonnées du ou des demandeurs et leur qualité par rapport au concessionnaire
- les informations sur l'entreprise qui exécute les travaux,
- la nature exacte des travaux et, si besoin, un dossier technique de l'ouvrage à réaliser,
- les accords des autres ayants droit ou un porte-fort, le cas échéant (en fonction de la nature des travaux),
- la date de début d'intervention et la date d'achèvement des travaux.

5-2 Aucune inscription autre que les nom (s), prénoms, dates de naissance et de décès des personnes inhumées ne peut être placée sur les pierres ou monuments funéraires sans avoir été préalablement soumise à l'approbation du Maire.

5-3 Les monuments, caveaux, tombeaux, stèles, clôtures aménagés sur une concession, ne devront ni dépasser les dimensions de la surface concédée, ni empiéter sur les espaces inter-tombes et allées. En outre, les monuments érigés sur les fosses ne devront pas dépasser 1m60, et 1m pour les mini-caveaux. Tout scellement d'une urne sur un monument devra être réalisé de façon fiable de telle sorte que l'urne et les cendres soient protégées face aux risques de détérioration et de vandalisme.

5-4 Les plantations ne pourront être faites et se développer que dans la limite du terrain concédé. Dans tous les cas, elles ne devront ni gêner la surveillance, ni le passage et les sépultures avoisinantes, dans ce but, être entretenues régulièrement.

Celles qui seraient reconnues nuisibles devront être élaguées, abattues ou arrachées, si besoin est, dès la 1^{ère} mise en demeure de la commune. A défaut, il sera fait application des dispositions des paragraphes 7 et 8 du présent article.

5-5 Les travaux seront exécutés avec célérité et de manière à ne point nuire aux sépultures avoisinantes, ni à compromettre la sécurité publique, ni à entraver la libre circulation des allées, sous la surveillance de l'autorité communale.

5-6 A l'achèvement des travaux, l'entreprise chargée des travaux est tenue de nettoyer parfaitement la zone sur laquelle elle est intervenue et d'évacuer les gravats et autres déchets conformément au Code de l'environnement et à la réglementation locale.

Les débris de cercueil provenant des creusements devront être recueillis avec soin en vue d'être incinérés. L'entreprise devra s'assurer que les terres excédentaires ne contiennent aucun reste post-mortem dont la destination est exclusivement l'ossuaire communal.

Le cas échéant, un état des lieux sera fait par un représentant de la commune.

5-7 Entretien des sépultures :

Les concessionnaires ou les ayants droit sont tenus de maintenir l'emplacement qui leur a été attribué en bon état d'entretien, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité afin qu'il ne soit pas nu à la décence du cimetière, ni à la sécurité des personnes et des biens, ni même à la salubrité publique ainsi qu'au bon ordre du cimetière.

A défaut pour les concessionnaires ou les ayants droit de se conformer à cette présente obligation, le Maire peut prescrire la réparation ou la démolition des monuments funéraires lorsqu'ils menacent ruine et qu'ils pourraient, par leur effondrement, compromettre la sécurité ou lorsque, d'une façon générale, ils n'offrent pas les garanties de solidité nécessaires au maintien de la sécurité publique conformément à l'article L511-4-1 du Code de la construction et de l'habitation. Ces dispositions ne font pas obstacles à la mise en œuvre de la procédure de reprise des concessions à l'état d'abandon, si le Maire le juge nécessaire.

5-8 Dommages/responsabilités :

Il sera dressé un procès-verbal de toute dégradation survenue aux sépultures avoisinantes. Une copie de ce procès-verbal sera remise au (x) concessionnaire (s) intéressé (s) afin qu'il(s) puisse(nt), s'il (s) le juge (nt) utile, se retourner contre les auteurs du dommage.

Il en sera de même si un monument vient à s'écrouler sur les sépultures avoisinantes et pour toute modification d'aspect des parties communes (ornières, reste de terre et gravats...) pour être statué ce que de droit, par les tribunaux compétents.

ARTICLE 6 - EXHUMATION

6-1 Procédure :

La demande d'exhumation doit être formulée au Maire, par écrit, par le plus proche parent du défunt, qui devra justifier de son état civil, de son domicile et de la qualité en vertu de laquelle il formule sa demande.

L'exhumation est autorisée par le Maire sauf celle ordonnée par l'autorité judiciaire. L'opération est réalisée par une entreprise funéraire habilitée, au choix de la famille.

Ces dispositions s'appliquent également au retrait des urnes déposées dans une sépulture.

Aucune exhumation d'un corps ne peut avoir lieu moins d'un an à compter du décès lorsque celui-ci est consécutif à une des infections transmissibles dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la santé.

Si, au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé cinq ans au moins depuis la date du décès.

Les exhumations sont réalisées en présence des seules personnes ayant qualité pour y assister : parents ou mandataires de la famille et le Maire ou son représentant, le cas échéant, chargé de veiller notamment au respect par l'entreprise des mesures de salubrité publique et de décence. Si le parent ou mandataire n'est pas présent, l'opération ne peut avoir lieu.

6-2 Réunion de corps :

Il peut être procédé, à la demande de la famille, dans une même case de caveau ou dans une concession en pleine terre, à une réunion des corps de la ou des personnes anciennement inhumées pour permettre l'inhumation de la personne nouvellement décédée.

Comme pour les inhumations et les exhumations, l'opération doit être réalisée par un opérateur funéraire habilité, librement choisi par la famille.

L'opération ne peut être faite qu'après autorisation du Maire sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé, dans l'acte de concession, les noms des personnes dont il autorisait l'inhumation dans la sépulture à l'exclusion de toutes autres, ou sa volonté qui ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

Pour des raisons de salubrité et de décence, l'opération ne peut avoir lieu si et seulement si les corps précédemment inhumés le sont depuis cinq ans au moins et s'ils sont suffisamment consumés de manière à ce que leurs restes puissent être réunis avec soin dans un reliquaire et que cela n'empêche pas l'introduction du nouveau cercueil.

En tout état de cause, l'opération ne peut avoir lieu que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations définies au paragraphe 1 du présent article.

ARTICLE 7 - PROCÉDURE DE RENOUVELLEMENT ET DE CONVERSION D'UNE CONCESSION

7-1 Renouvellement des concessions à durée déterminée :

Il appartient aux concessionnaires ou à leurs ayants droit de veiller à l'échéance de leur contrat de concession et d'en demander la reconduction dans l'année précédant son terme ou dans les deux années suivantes. **Le prix acquitté est celui du tarif en vigueur au moment du renouvellement.** Néanmoins, le renouvellement devient obligatoire dans les cinq ans avant son terme si une demande d'inhumation dans la concession est déposée pendant cette période ; dans ce cas, le concessionnaire réglera le prix de la concession renouvelée au tarif en vigueur au moment de la demande, déduction faite du temps restant à courir au tarif en vigueur dans le cadre de la précédente période.

Quand bien même la commune n'est tenue légalement à aucune formalité, à l'échéance de la concession, celle-ci avisera les intéressés de l'expiration de leurs droits, par voie d'affichage et, lorsque l'existence et l'adresse du concessionnaire ou d'un ayant droit sont connues, par une seule lettre recommandée avec accusé de réception.

Cet avis invitera les intéressés à faire enlever les monuments, caveaux et signe(s) funéraires placé(s) sur la sépulture et à décider du devenir des personnes inhumées, dans le cas où ils ne procéderaient pas au renouvellement de la concession dans le délai légal imparti. Toute demande d'exhumation faite par un membre de la famille devra alors respecter les dispositions de l'article 6 du présent règlement.

7-2 Conversion des concessions :

Lorsqu'une concession est convertie avant son terme en concession de plus longue durée, le concessionnaire réglera le prix de la concession convertie au tarif en vigueur au moment de la demande, déduction faite du temps restant à courir au tarif en vigueur dans le cadre de la précédente concession.

ARTICLE 8 — REPRISE PAR LA COMMUNE DE TERRAINS CONCÉDÉS

8-1 Rétrocession des concessions :

La commune peut accepter la proposition de rétrocession à titre gratuit de terrains concédés non occupés.

Si un caveau ou un monument y a été construit, celui-ci revient purement et simplement à la commune.

8-2 Reprise des concessions échues non renouvelées :

A défaut de renouvellement des concessions dans les deux années révolues qui suivent leur terme (cf. article 7 paragraphe 1), la commune peut reprendre possession des terrains dans l'état où ils se trouvent.

La décision municipale de reprise fixe la date de reprise et le délai laissé aux familles pour retirer les monuments, caveaux et signes funéraires placés sur ces terrains et est portée à la connaissance du public par voie d'affichage exclusivement.

Les restes mortels que les sépultures contiendraient, seront recueillis et déposés à l'ossuaire communal, avec soin et décence, ou portés à la crémation. Les monuments, caveaux et signes funéraires restés sur ces sépultures font retour à la commune qui est libre d'en disposer.

Une fois libérés de tout corps, les emplacements ainsi repris seront affectés à de nouvelles sépultures.

8-3 Reprise des concessions à l'état d'abandon :

Si une concession a cessé d'être entretenue par le concessionnaire ou ses ayants droit, la procédure prévue par le code général des collectivités territoriales peut être engagée après l'expiration d'un délai de trente ans à compter de son attribution et dix ans après la dernière inhumation effectuée dans le terrain concédé sauf lorsque la concession renferme une personne dont l'acte de décès porte la mention "Mort pour la France" ; dans ce cas, celle-ci peut faire l'objet d'une reprise après l'expiration d'un délai de cinquante ans à compter de la date de l'inhumation.

A l'issue de cette procédure, les monuments, caveaux et signes funéraires des concessions reprises deviennent propriété de la commune qui est libre d'en disposer.

Les restes mortels que contiendraient les sépultures et qui n'auraient pas été exhumés par les familles seront recueillis dans un cercueil de dimensions appropriées (reliquaire ou boîte à ossements) et ré inhumés, avec toute la décence convenable, dans l'ossuaire communal ou portés à la crémation.

Une fois libérés de tout corps, les emplacements ainsi repris seront affectés à de nouvelles sépultures.

ARTICLE 9 - OSSUAIRE COMMUNAL

Un emplacement communal appelé "ossuaire" situé à **l'emplacement N°31 du carré 2** du plan est affecté, à perpétuité, à l'inhumation des restes post-mortem recueillis dans les terrains concédés ou non, repris au terme du délai légal.

Les noms des personnes dont les restes y sont déposés, sont consignés dans un registre tenu en Mairie où il peut être consulté.

ARTICLE 10 - SITE CINÉRAIRE

Le site cinéraire de la commune est situé dans le **carré 4**, contre le mur d'enceinte, et comprend :

- un espace de dispersion, « Jardin du Souvenir »
- un columbarium le long du mur
- un espace de concessions cinéraires

ARTICLE 10 -1- L'ESPACE DE DISPERSION « le Jardin du Souvenir »

10-1-1 Définition :

Un espace aménagé par la commune appelé « Jardin du Souvenir » est spécialement affecté à la dispersion des cendres à l'intention des personnes qui en ont manifesté la volonté.

Il est entretenu par les soins de la commune.

Sa mise à disposition se fait à titre gracieux.

10-1-2 Accès :

Toute dispersion doit faire l'objet d'une demande écrite préalable à la commune formulée par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles afin de fixer un jour et une heure pour l'opération. Une autorisation du maire doit être délivrée.

Les cendres y sont dispersées par l'opérateur funéraire librement choisi par la famille, en sa présence.

10-1-3 Dispositif du Souvenir :

Un équipement réalisé par la commune permet l'inscription de l'identité des défunts dont les cendres ont été dispersées, selon les modalités fixées par le Conseil municipal, la taille et la police de caractère sont définies par la commune.

Un dépôt de fleurs naturelles est toléré pendant les quelques jours qui suivent l'inhumation des cendres. Le personnel du cimetière est chargé de procéder d'office à l'enlèvement de tous les objets ou signes funéraires déposés sur et aux abords du « Jardin du Souvenir ».

Les noms, prénoms, dates de naissance et de décès des défunts dont les cendres ont été dispersées sont consignés dans un registre tenu en mairie.

ARTICLE 10-2- LE COLUMBARIUM

10-2-1 Définition(s) :

Le columbarium est un équipement communal dont l'entretien reste à la charge de la commune. Il est composé d'emplacements dénommés « cases », en hors-sol. Chaque case est mise à disposition des familles qui le désirent, afin d'y faire déposer la ou les urnes de leur(s) défunt(s).

10-2-2 Attribution d'un emplacement :

Une demande doit être présentée par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles du défunt ayant fait l'objet d'une crémation.

Chaque emplacement est concédé par voie pour une durée **de 30 ans** et moyennant le versement d'un prix

conformément à la délibération du Conseil municipal en vigueur.

Chaque case peut recevoir **3 urnes** maximum selon les dimensions standards d'urnes.

L'acte de concession prévoit les personnes de la famille pouvant en bénéficier ou, à défaut, la concession est familiale et y seront inhumées les urnes des membres de la famille en fonction de l'ordre des décès, à concurrence de la place disponible et de la dimension des urnes (se référer à l'article 4).

10-2-3 Dépôt d'une urne :

Le dépôt d'une urne dans une case devra être préalablement autorisé par le Maire sur demande écrite formulée par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles du défunt ayant fait l'objet d'une crémation.

L'opération sera effectuée par l'opérateur funéraire librement choisi par la famille, en sa présence.

10-2-4 Travaux :

A la demande des familles, les entreprises sont autorisées à procéder à l'inscription des noms, prénoms, dates de naissance et de décès des défunts dont les urnes y ont été déposées.

Une plaque de fermeture est mise à disposition par la commune, la gravure étant à la charge de la famille. Ces inscriptions devront être effectuées selon les indications données par la commune et sous la surveillance de celle-ci.

10-2-5 Dépôt de fleurs et plantes :

Des fleurs et plantes peuvent être déposées au pied du monument sous réserve que l'espace le permette.

La commune se réserve le droit d'enlever et de jeter les fleurs et plantes fanées afin de préserver la propreté et la décence du lieu.

10-2-6 Renouvellement et reprise de concessions :

Chaque concession est renouvelable au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

Le renouvellement peut être demandé par le concessionnaire ou l'un de ses ayants droit au terme de la concession et s'opérer dans les deux années qui suivent l'arrivée à échéance du contrat.

A défaut de renouvellement dans le délai légal imparti, la commune procédera au retrait de la ou des urne(s) non exhumée(s) par la famille et à leur dépôt dans l'ossuaire communal ou à la dispersion des cendres dans l'espace de dispersion (ou jardin du souvenir). La ou les urnes seront alors immédiatement détruites.

10-2-7 Registre(s) :

Les noms, prénoms, dates de naissance et de décès des défunts dont les urnes ont été déposées dans le columbarium sont consignés dans un registre tenu en mairie.

10-2-8 Retrait d'une urne à l'initiative de la famille :

Une urne ne peut être retirée qu'à la suite d'une demande écrite préalable formulée par le plus proche parent du défunt et après autorisation du maire. L'opération sera effectuée par un opérateur funéraire habilité, librement choisi par la famille. La famille devra s'assurer que la destination finale des cendres est conforme aux articles L.2223-18—2 à 4 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 10-3- LES CONCESSIONS CINÉRAIRES

10-3-1 Définition(s) :

Une partie du cimetière est exclusivement réservée à la réception des cavurnes ou mini-caveaux destinés aux dépôts des urnes cinéraires. Les dimensions sont de 0.80 m X 0.80 m.

10-3-2 Attribution d'un emplacement :

Une demande doit être présentée par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles du défunt ayant fait l'objet d'une crémation.

Chaque emplacement est concédé par voie pour une durée **de 30 ans** et moyennant le versement d'un prix conformément à la délibération du Conseil municipal en vigueur. Tout achat de concession devra être suivi de la mise en place du mini caveau et de sa dalle nominative dans un délai de 6 mois.

Chaque cavurne peut recevoir entre **3 et 4 urnes** selon les dimensions standards d'urnes.

L'acte de concession prévoit les personnes de la famille pouvant en bénéficier ou, à défaut, la concession est familiale et y seront inhumées les urnes des membres de la famille en fonction de l'ordre des décès, à concurrence de la place disponible et de la dimension des urnes (se référer à l'article 4).

10-3-3 Dépôt d'une urne :

Le dépôt d'une urne dans un mini-caveau devra être préalablement autorisé par le Maire sur demande écrite formulée par la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles du défunt ayant fait l'objet d'une crémation.

L'opération sera effectuée par l'opérateur funéraire librement choisi par la famille, en sa présence.

10-3-4 Travaux :

A la demande des familles, les entreprises sont autorisées à procéder aux travaux et devront respecter les dispositions de l'article 5 « Travaux ».

10-3-5 Dépôt de fleurs et plantes :

Des fleurs et plantes peuvent être déposées sur le monument sous réserve que l'espace le permette.

La commune se réserve le droit d'enlever et de jeter les fleurs et plantes fanées afin de préserver la propreté et la décence du lieu.

10-3-6 Renouvellement et reprise de concessions :

Chaque concession est renouvelable au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

Le renouvellement peut être demandé par le concessionnaire ou l'un de ses ayants droit au terme de la concession et s'opérer dans les deux années qui suivent l'arrivée à échéance du contrat.

A défaut de renouvellement dans le délai légal imparti, la commune procèdera au retrait de la ou des urne(s) non exhumée(s) par la famille et à leur dépôt dans l'ossuaire communal ou à la dispersion des cendres dans l'espace de dispersion (ou jardin du souvenir). La ou les urnes seront alors immédiatement détruites.

10-3-7 Registre(s) :

Les noms, prénoms, dates de naissance et de décès des défunts sont consignés dans un registre tenu en mairie.

10-3-8 Retrait d'une urne à l'initiative de la famille :

Une urne ne peut être retirée qu'à la suite d'une demande écrite préalable formulée par le plus proche parent du défunt et après autorisation du maire. L'opération sera effectuée par un opérateur funéraire habilité, librement choisi par la famille. La famille devra s'assurer que la destination finale des cendres est conforme aux articles L.2223-18—2 à 4 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 11 - EXÉCUTION & SANCTIONS

Ces mesures sont applicables immédiatement, les arrêtés et règlements antérieurs ayant même objet, sont et demeurent abrogés.

Les contraventions, au présent règlement feront l'objet d'un procès-verbal et les contrevenants seront poursuivis conformément à la loi, sans préjudice des actions en justice que les particuliers pourraient intenter contre eux à raison des dommages qui leur auraient été causés.

Monsieur le Maire, son représentant, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Sous-préfet de Loches et affiché à la porte du cimetière ainsi qu'en mairie.

Délibération n°2021-03-14 : Cimetière : Adoption de nouveaux tarifs.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, parallèlement à la réflexion menée sur la réglementation funéraire municipale, la révision des tarifs a également été discutée en lors de la réunion du 10 mars 2021.

Vu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal,

- **Adopte les nouveaux tarifs ci-dessous :**

CONCESSIONS TERRAIN

Type de concessions	Anciens tarifs (€)	Nouveaux tarifs (€)
Concession 2 m² environ		
- Droit d'usage 15 ans		125
- Droit d'usage 30 ans	200	300
Concession 1m² environ (mini caveau)		
- Droit d'usage 15 ans		125
- Droit d'usage 30 ans		250

CONCESSIONS COLUMBARIUM

Case	Anciens tarifs (€)	Nouveaux tarifs (€)
- Droit d'usage 15 ans	0	200
- Droit d'usage 30 ans	200	500

Donne à Monsieur le Maire le pouvoir de signer tout document s'y afférent.

QUESTIONS DIVERSES :

Autour de Chenonceau Communauté CCBVC : **du lundi 29 mars 2021 à 09h00 au jeudi 29 avril 2021 à 17h 00**, la Communauté de Communes Bléré-Val de Cher ouvre une enquête publique unique PLUi (Plan local d'urbanisme intercommunal), qui est un document de planification territoriale qui établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement, et fixe les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire.

Cette enquête porte sur le projet du PLUi de la CCBVC et sur la création des périmètres délimités des abords autour des églises situées sur les territoires des communes d'ATHEE SUR CHER, CERE-LA-RONDE, COURCAY, DIERRE, SAINT-MARTIN-LE-BEAU ; ainsi qu'autour du Château de la Gaillardière situé sur le territoire de la commune de LA-CROIX-EN-TOURAINNE, et des 14 monuments historiques situés sur les territoires des communes de BLERE, LA CROIX-EN-TOURAINNE, CIVRAY-DE-TOURAINNE, CHENONCEAUX, CHISSEAUX et FRANCUÉIL.

L'arrêté 2021-027 du Président de la Communauté de communes Bléré- Val de Cher portant organisation de l'enquête publique unique sur les Projets d'élaboration définit les dates et horaires des permanences des commissaires enquêteurs.

La date de la permanence du commissaire enquêteur pour la commune de Cigogné est fixée au lundi 29 mars 2021 de 14h à 17h.

La prochaine réunion est prévue le mercredi 12 mai 2021.

La séance est levée à 22h
